

effrayés : contentez-vous des conquêtes partielles et retournez au travail ! Comment dans ces conditions, l'ampleur inégalée, nécessaire à la création continue de la démocratie, pourra-t-elle être maintenue pendant une longue période ?

Les masses ne se sensibilisent pas sur commande, et leur mobilisation ne peut être entretenue de façon permanente tant qu'on ne pose pas la question du pouvoir (31). En 37, le Parti ne pouvait plus mobiliser les masses pour changer le cours du Front Populaire moribond quelques mois après sa naissance. Lorsque les masses s'étaient mises en mouvement, c'était au Parti de fixer des objectifs qui les entraîneraient dans une certaine dynamique de luttes. Mais nos dirigeants n'ont pas fixé d'autres objectifs que ceux que tolérait l'aile droite du Front populaire, les radicaux. On ne peut pas mobiliser les masses, trois mois après les avoir appelées à « rentrer dans l'ordre ». Après une période de luttes qui se termine par des conquêtes partielles considérées comme suffisantes par les organisations ouvrières, il faut au prolétariat un certain temps pour les « assimiler », et les considérer comme son acquis définitif. Toute nouvelle lutte comporte le risque de perdre ce qui vient d'être acquis. Seules les perspectives radicalement différentes auraient peut-être pu vaincre ce « barrage » politique dans la conscience des masses, et ceci dans des conditions de lutte bien plus défavorables qu'en Juin 36.

Admettons même que nous puissions mobiliser les masses pendant une longue période et que les députés S.F.I.O. identifient - une fois n'est pas coutume - leur intérêt électoraliste à celui de la classe ouvrière. Il nous restera à développer ce mouvement de masse, à rechercher les mots d'ordre, les objectifs possibles qui engageront dans la lutte l'ensemble du prolétariat, les formes d'organisation qui rendront le mouvement d'ampleur inégalée de façon durable.

La seule perspective de faire pression sur les députés n'est évidemment pas en elle-même une perspective mobilisatrice ! Le silence de nos dirigeants sur ces sujets montre qu'en réalité, ils ne parlent des mouvements de masse que de façon abstraite, qu'en tant qu'auxiliaire de leur ligne politique générale. L'étroit contrôle de la Direction du Parti sur le Mouvement de la Paix, sur l'U.F.F., ou sur la J.C. et autres « organisations de masse » squelettiques révèle son énorme méfiance des mouvements qu'elle ne contrôle pas.

Cette méfiance n'est pas la manifestation d'une quelconque mauvaise volonté : c'est là le propre d'une organisation bureaucratisée dont l'appareil s'identifie et se substitue au prolétariat. En conséquence, nos dirigeants pensent que le mouvement réel du prolétariat ne peut se manifester qu'au travers de ses organisations, essentiellement au travers du Parti, de la C.G.T., et des diverses « organisations de masse ». Il s'en suit naturellement la politique bureaucratique d'unité, d'organisation à organisation : ce sont elles qui représentent les diverses couches du pays.

Aucun parti ne peut représenter l'ensemble d'une couche sociale déterminée : un parti ne représente au mieux que la fraction la plus consciente d'une couche ou d'une classe. Nous analyserons plus loin le caractère de classe des différents partis avec lesquels nos dirigeants veulent faire l'unité. Notre parti, malgré sa forte minorité petite-bourgeoise, est sans discussion possible le seul parti authentiquement prolétarien. Son audience dans les masses prolétariennes a été acquise au cours de dizaines d'années de lutte de classes, non pas par sa ligne politique générale, qui jamais ne s'est « emparée des masses », mais par l'activité de dizaines de milliers de militants communistes, qui, à un niveau local, parcellaire, ont su s'imposer auprès de leurs camarades comme leurs meilleurs défenseurs face au patronat. Le vote de millions de travailleurs pour le Parti signifie moins leur adhésion à la ligne que leur confiance générale dans le Parti pour changer quelque chose au régime. De la même manière, des millions de travailleurs anglais ont porté Wilson au pouvoir. Mais, de la confiance que lui accordent les masses, on ne peut déduire que le Parti traduise fidèlement leurs aspirations ; et cela d'autant plus qu'un appareil aussi bureaucratisé que celui du

(31) Egalement après la prise du pouvoir se pose le problème de conserver de façon durable la mobilisation des masses à un niveau élevé. Voir les énormes difficultés rencontrées, en U.R.S.S., à Cuba, et surtout en Chine (Cf. la Grande Révolution Culturelle Proletarienne).

Parti, composé pour une bonne part de camarades qui font professionnellement de la politique, a toujours tendance à juger qu'il comprend mieux que les masses, qu'il peut prendre des décisions sans contrôle des masses - voire des militants de base. C'est pourquoi nous avons vu si souvent nos dirigeants mépriser, quand ce n'est pas saboter, et qualifier de « machines de guerre contre le Parti » les mouvements qui se dessinaient en dehors des organisations traditionnelles (comité Viet-Nam National, voire mouvement du Milliard ; mouvement antifasciste des étudiants et universitaires pendant la guerre d'Algérie (32). C'est pourquoi des initiatives spontanées de militants communistes plus proches de leur classe que des bureaucrates ont été étouffées par la direction, parce que contraires à la ligne politique générale définie par le Bureau Politique. (Les mouvements de rappelés en 55 furent au départ organisés par des militants des J.C.)

Il est clair au contraire que le Parti doit faire extrêmement attention à ces mouvements spontanés. Il s'agit là de manifestations à partir desquelles le Parti pourra peut-être parvenir à unifier dans la lutte l'ensemble du prolétariat : cette lutte partira toujours de problèmes partiels que nous devons élever jusqu'à la lutte générale pour le pouvoir, au moins au niveau propagandiste (33). Les formes successives que prendra cette lutte s'imposeront au prolétariat au cours de la lutte elle-même : aucun bureaucrate n'a le pouvoir de figer la lutte de classe dans la forme des divers partis et organisations existant actuellement.

Au travers des mouvements de masses, le but de la politique communiste (mots d'ordre, programme tactique) est de permettre aux masses de tirer tous les enseignements de leur expérience concrète. C'est ainsi, que, progressivement, au cours de la lutte elle-même les masses reconnaîtront que les communistes sont les seuls qui les défendent réellement contre la bourgeoisie. Au cours de la lutte, ou pour mieux préparer la lutte, les communistes peuvent être amenés à faire des compromis tactiques avec les réformistes - dans la mesure où de larges secteurs du prolétariat les suivent. Mais ces compromis ne nous intéressent que si nous en tirons un avantage réel : approfondir l'éducation politique du prolétariat, et « démasquer les directions traîtres ».

C'est là le but de la politique de front unique. Il ne se fait pas sur une perspective de collaboration à long terme avec des ennemis de classe. Il ne peut se faire que sur un programme de lutte précise. Il est alors juste de remettre à plus tard une partie de notre programme : là réside le compromis ; mais il faut être intransigeant sur la défense du programme de front unique, programme qui constitue la seule garantie du prolétariat.

La politique de front unique n'est pas possible en permanence et dans n'importe quelles conditions. Elle n'a de sens que lorsque l'offensive de la bourgeoisie contre le prolétariat la rend objectivement possible : car l'offensive de la bourgeoisie menace autant la social-démocratie que le mouvement communiste. La montée du fascisme en Allemagne, exigeait, par exemple, l'application par le Parti Communiste Allemand d'une telle tactique : le parti n'était pas capable, à lui seul, d'organiser la riposte nécessaire du prolétariat dans son ensemble face à l'offensive du capital allemand. Et les sociaux-démocrates avaient autant intérêt à une unité défensive contre un mouvement qui les balaya avec l'ensemble du mouvement ouvrier allemand. Jusqu'à nos jours, le mouvement communiste allemand ne s'en est pas encore relevé !

Comme le Parti Allemand, notre Parti appliqua jusqu'en 34, la politique qualifiée de « front unique à la base » : d'un côté, on appelait aux « Soviets partout » ; de l'autre, on dénonçait les « social-traîtres » et « les social-fascistes ». On espérait ainsi organiser les ouvriers socialistes contre leur direction. Cette politique mène, en pratique, à ne pas faire de front unique du tout : seule l'expérience politique concrète des masses leur permet de voir où sont les traîtres.

(32) Rappelons que la manifestation du 27 octobre 1960, première manifestation unitaire contre la guerre d'Algérie, a été organisée sur l'initiative des étudiants, et a été publiquement désavouée par le Parti.

(33) A moins de penser qu'il ne s'agit là que « d'accidents » dans le développement harmonieux du capitalisme.